

Résultats semestriels

2013/2014

FAITS MARQUANTS

- Les revenus du premier semestre de l'année 2013/2014 ont atteint 493 millions d'euros contre 504 millions d'euros pour le premier semestre de l'année 2012/2013
- Dans un marché en recul d'environ 12%, les revenus de l'activité Conseil financier affichent une baisse limitée de 3% par rapport à ceux de la même période de l'année précédente, mais sont en hausse de 12% par rapport au trimestre précédent dans un marché des fusions-acquisitions mondiales faible
- Les revenus de la Banque privée et de la Gestion d'actifs sont en progression de 3%. Grâce à l'appréciation des marchés et à une légère collecte nette, les actifs sous gestion ont augmenté de 4% à 39,7 milliards d'euros
- Les revenus de l'activité Capital investissement et dette privée sont en retrait en raison de moindre plus-values sur la période. Toutefois, l'activité poursuit le développement de son offre avec le lancement de deux nouveaux fonds de dette (Five Arrows Credit Solutions et Oberon). Les actifs sous gestion s'élèvent à 3,1 milliards d'euros
- Le résultat d'exploitation est en progression de 20% à 52 millions d'euros par rapport aux 43 millions d'euros du premier semestre de l'année 2012/2013, grâce notamment à la poursuite des mesures de réduction des coûts.
- Le résultat net – part du Groupe du premier semestre de l'année 2013/2014 ressort en perte de 13 millions d'euros contre un profit de 33 millions d'euros lors du premier semestre de l'année 2012/2013, principalement en raison :
 - d'une dépréciation complémentaire de 22 millions d'euros liée à l'investissement long terme dans Banque Privée Edmond de Rothschild (BPER);
 - de charges fiscales exceptionnelles, notamment celles relatives au changement anticipé du taux d'impôt sur les sociétés au Royaume Uni, et
 - d'une importante augmentation du poste « Participations ne donnant pas le contrôle », en raison de l'élimination de pertes imputables à des actionnaires minoritaires durant les deux premiers mois de l'exercice 2012/2013 (16 millions d'euros), avant la réorganisation du Groupe de juin 2012
- Le résultat net – part du Groupe ajusté pour le premier semestre de l'exercice 2013/2014 fait ressortir un bénéfice de 2 millions d'euros contre un bénéfice de 17 millions d'euros pour la même période de l'exercice 2012/2013

«La performance opérationnelle de tous les métiers du Groupe a résisté au premier semestre 2013/2014, grâce à la stabilité des revenus et à la poursuite des efforts entrepris sur les coûts, malgré un contexte économique toujours atone. Toutefois, le résultat consolidé est impacté par une dépréciation supplémentaire sur l'investissement de long terme dans la Banque Privée Edmond de Rothschild. Nous restons confiants dans notre capacité à bénéficier d'une amélioration des conditions de marché, notamment sur le marché des fusions et acquisitions, lorsque celle-ci interviendra et de délivrer une performance durable» ont déclaré Nigel Higgins et Olivier Pécoux, Directeurs généraux du Groupe.

Compte de résultat simplifié

<i>(en millions d'euros)</i>	2012/2013	2013/2014	Var	Var %
	1 ^{er} semestre retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre		
Revenus	504	493	(11)	(2)%
Charges de personnel	(333)	(314)	19	6%
Charges administratives	(106)	(111)	(5)	(5)%
Dotations aux amortissements et dépréciation	(17)	(17)	-	-
Coût du risque	(5)	1	6	120%
Résultat d'exploitation	43	52	9	20%
Autres produits / charges	8	4	(4)	(50)%
Dépréciation de BPER	-	(22)	(22)	n/a
Résultat avant impôt	51	34	(17)	(34)%
Impôt sur les bénéfices	(15)	(23)	(8)	(51)%
Résultat net consolidé	36	11	(25)	(69)%
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(24)	(21)	(643)%
Résultat net - part du Groupe	33	(13)	(46)	n/a
Résultat net - part du Groupe ajusté ⁽²⁾	17	2	(15)	(88)%
<i>Bénéfice par action</i>	0.61 €	(0.19€)		
<i>Rentabilité des capitaux propres</i>	7.6%	(2.2)%		

(1) Le compte de résultat consolidé pour le premier semestre 2012/2013 a été modifié afin de refléter l'adoption de l'IAS 19 (révisée) « Avantages du personnel ». De plus amples détails figurent à l'Annexe 4 en page 11.

(2) Les résultats ajustés sont détaillés à l'Annexe 2 en page 10.

Le Conseil de surveillance de Paris Orléans SCA s'est réuni le 26 novembre 2013 pour examiner les comptes consolidés du premier semestre de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, arrêtés préalablement par PO Gestion SAS, Gérant commandité de Paris Orléans.

Revue des métiers

Le Groupe intervient dans deux métiers: d'une part le Conseil financier (*Global Financial Advisory*) qui comprend les activités de conseil en fusions et acquisitions, en financement et en restructuration de dettes et en opérations sur les marchés de capitaux; et d'autre part, la Gestion d'actifs au sens large, qui regroupe les activités de Banque privée et Gestion d'actifs (*Wealth and Asset Management*) ainsi que le Capital investissement et dette privée (*Merchant Banking*). En complément, le Groupe est présent dans les financements spécialisés qui incluent essentiellement le portefeuille de prêts en voie d'extinction.

Conseil financier - (*Global Financial Advisory*)

Les revenus du Conseil financier du premier semestre 2013/2014 de 299,6 millions d'euros (dont 204,6 millions pour le conseil en fusions-acquisitions et 95,0 millions pour le conseil en financement) sont en baisse de 3% par rapport à ceux de la même période de l'année précédente (308,5 millions d'euros dont 206,4 millions pour le conseil en fusions-acquisitions et 102,1 millions pour le conseil en financement), mais en hausse de 12% par rapport au trimestre précédent. Dans la plupart des zones géographiques dans lesquelles nous opérons, les revenus du premier semestre sont demeurés à des niveaux comparables, à ceux observés sur la même période de l'exercice précédent.

À titre de comparaison, d'avril à septembre 2013, la valeur et le nombre de transactions sur le marché mondial des fusions-acquisitions ont respectivement chuté de 12% et 20%¹ par rapport à la même période en 2012.

Nos revenus demeurent moins fluctuants que le marché grâce à notre couverture géographique et sectorielle, la diversité des clients et l'ampleur de notre offre.

Nos équipes de conseil ont été impliquées dans certaines des transactions importantes et complexes au plan mondial. Ainsi, Rothschild a été le conseil de Publicis dans sa fusion avec Omnicom en vue de la création du groupe Publicis Omnicom qui pèsera 35,1 milliards de dollars US, mais aussi le conseil de KPN dans le cadre de la cession d'E-Plus à Telefonica Allemagne d'un montant de 11,4 milliards de dollars US, ainsi que le conseil pour le comité des obligataires d'ABI dans le cadre de la restructuration de Punch Taverns (2,4 milliards de livres sterling). En Europe nous tenons toujours la première place en fusion et acquisition pour le nombre de transactions.

Au cours du premier semestre 2013/2014, Rothschild a conseillé de nombreuses opérations de fusions-acquisitions et de financement parmi lesquelles :

- *Sprint Nextel* pour la cession de 78% de son capital à SoftBank (21,6 milliards de dollars US)
- *les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne (BPCE)* lors du rachat des certificats coopératifs d'investissement de Natixis (12,1 milliards d'euros)
- *VINCI Concessions* pour l'acquisition de 95% d'ANA, concessionnaire des aéroports portugais (3,1 milliards d'euros)
- *Casino* pour l'acquisition des 50% détenue par les Galeries Lafayette dans Monoprix (1,2 milliard d'euros)
- *Electra Partners* pour la cession d'Allflex à BC Partners par (1,3 milliard de dollars US)
- *CSM* pour la cession de ses activités mondiales de fourniture de produits de boulangerie à Rhône Group (1,3 milliard de dollars US)
- *PAI Partners* lors du rachat de R&R Ice Cream, détenue par Oaktree Capital Management
- *Bankia* lors de la cession de sa participation dans Mapfre (1,3 milliard de dollars US)
- *Arcapita* pour sa requête au titre du chapitre 11 du code américain des faillites (2,6 milliards de dollars US)
- *Rizzo Bottiglieri De Carlini Armatori* pour la restructuration de dettes (0,6 milliard d'euros)
- *Royal Mail* pour le financement de l'introduction en Bourse (1,4 milliard de livres sterling)

¹ Source: Thomson Reuters. Transactions finalisées, y compris conseil en financement

Banque privée et Gestion d'actifs - (Wealth and Asset Management)

Les actifs sous gestion ont augmenté de 4% pour atteindre 39,7 milliards d'euros (contre 38,4 milliards au 31 mars 2013), grâce à l'appréciation globale du marché pour 1,2 milliard d'euros et à une collecte nette de 0,1 milliard d'euros. Cette collecte nette reflète des entrées au niveau de la Banque privée (0,5 milliard d'euros), partiellement compensées par des sorties au sein de la Gestion d'actifs (0,4 milliard d'euros). Malgré la forte incertitude économique et financière qui règne sur les marchés, les fonds gérés par Rothschild affichent des performances supérieures à leur indice de référence depuis le début de l'année 2013.

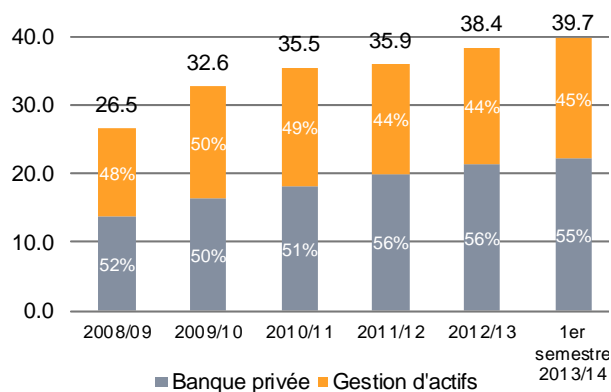
Au cours du premier semestre 2013/2014, les revenus de la Banque privée et la Gestion d'actifs ont atteint 143,7 millions d'euros de revenus, soit 3% de plus qu'à la même période l'an dernier (139,9 millions d'euros). Cette croissance est essentiellement liée à l'augmentation des actifs sous gestion.

Les activités européennes de Banque privée sont en croissance au Royaume-Uni, en France, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. Des investissements stratégiques ont été réalisés avec notamment le recrutement d'une équipe italienne et d'une équipe internationale suisse ainsi que la nomination de dirigeants pour nos filiales en Russie et à Hong Kong de l'activité de Fiducie.

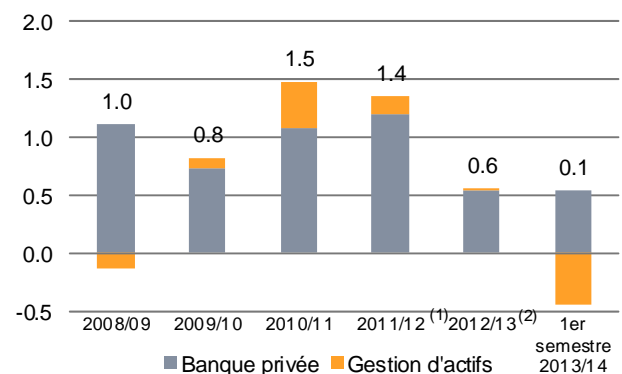
Pour ce qui est de l'avenir, s'agissant de la Banque privée, le Groupe est confiant en sa capacité à convertir de nombreux prospects en clients effectifs afin d'accroître les actifs sous gestion au cours de l'exercice. Toutefois, les pressions auxquelles ne cessent d'être soumises ces activités, émanant d'une régulation toujours croissante, plus particulièrement en Suisse y compris celle relative au Programme avec le Département de Justice américain, persisteront en 2013/2014.

La Gestion d'actifs institutionnelle continue son effort de diversification de son offre de produits, et espère récolter les fruits de cet effort à partir de l'année 2014/2015.

Évolution des actifs sous gestion (en milliards d'euros)



Évolution de la collecte nette (en milliards d'euros)



(1) 2011/12 – La collecte nette ne tient pas compte de la sortie de 1,5 milliard d'euros d'actifs sous gestion liée à la cession partielle de Sélection R en France.

(2) 2012/13 – La collecte nette intègre l'entrée de 0,8 milliard d'euros d'actifs sous gestion liée à la fusion avec HDF Finance en France.

Capital investissement et dette privée – (*Merchant Banking*)

Au cours du premier semestre 2013/2014, cette activité a généré 26 millions d'euros de revenus contre 38,7 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. Ces revenus comprennent :

- 16,6 millions d'euros de commissions de gestion (15,9 millions d'euros au premier semestre de l'année 2012/2013),
- 8,0 millions d'euros de plus-values (21,4 millions d'euros au premier semestre de l'année 2012/2013),
- 4,6 millions d'euros de revenus divers, y compris intérêts et dividendes (10,7 millions d'euros au premier semestre de l'année 2012/2013),
- auxquels il convient de déduire 3,2 millions de provisions (9,3 millions au premier semestre de l'année 2012/2013).

Au cours du premier semestre 2013/2014, des cessions ont été réalisées pour un montant total de 24 millions d'euros, générant 8 millions d'euros de plus-values. Par ailleurs, cette activité a investi 31 millions d'euros dont 13 millions d'euros sur fonds propres et 18 millions d'euros par le biais des fonds gérés pour le compte de tiers.

Le Groupe a étendu le développement de son offre avec le lancement d'un nouveau fonds, Five Arrows Credit Solutions (FACS), fonds destiné à profiter des opportunités d'investissement sur le marché européen de la dette à haut rendement (tant sur le marché primaire que secondaire) qui a réalisé un deuxième *closing* à 262 millions d'euros. Le fonds de dette senior européenne (Oberon I) a collecté 170 millions d'euros au 30 septembre 2013.

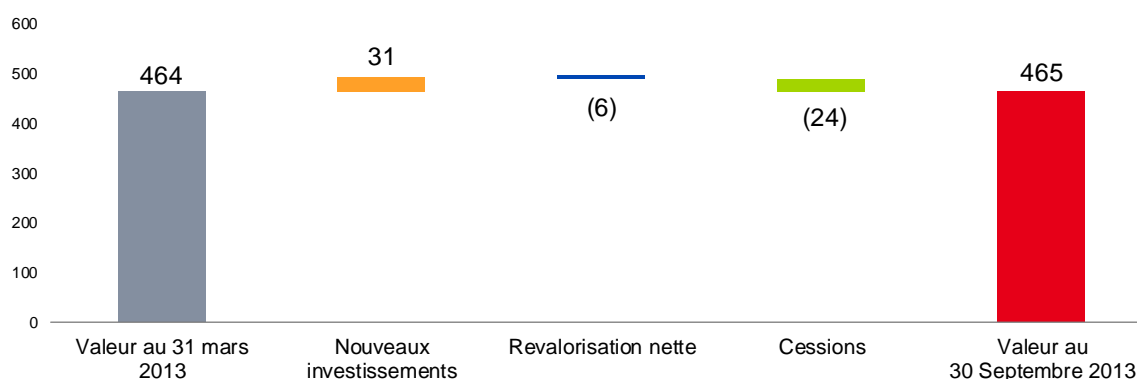
Reflétant largement le lancement de FACS, le montant des actifs sous gestion au 30 septembre 2013 s'élève à 3,1 milliards d'euros. Fin novembre 2013, suite au départ de l'équipe de R Capital Management, les actifs sous gestion se chiffrent à 3,0 milliards d'euros, soit une hausse de 0,1 milliard par rapport à mars 2013.

Cette activité bénéficie de bonnes d'opportunités d'investissements et de cessions d'actifs. Récemment, le Groupe a cédé avec succès 50% de sa participation dans Numéricable lors de son introduction en bourse à un prix significativement supérieur à sa valeur comptable.

Valeur des actifs du Groupe

<i>en millions d'euros</i>	31/03/2012	30/09/2012	31/03/2013	30/09/2013
Fonds d'investissement gérés	123	120	128	139
Paris Orléans Proprietary investments	341	308	321	315
Autres	17	17	15	11
Total des actifs bruts	481	445	464	465

Variation de la valeur des actifs sur six mois (en millions d'euros)



Financements spécialisés

Le portefeuille de prêts commerciaux en voie d'extinction a continué sa réduction en ligne avec les prévisions. Les encours s'élevèrent à 470 millions d'euros au 30 septembre 2013, en recul par rapport aux 570 millions d'euros à fin mars 2013.

Charges d'exploitation

Charges de personnel

Au premier semestre de l'année 2013/2014, les charges de personnel se sont établies à 314 millions d'euros contre 333 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent. La baisse de 19 millions d'euros provient d'un nombre de collaborateurs plus faible pour le premier semestre de l'exercice 2013/2014 par rapport à la même période de l'exercice précédent et d'un crédit exceptionnel de 7 millions d'euros résultant de modifications des plans de retraite à prestations définies au Royaume-Uni qui réduisent les indemnités de retraite. Le programme d'optimisation des ressources de l'activité de Conseil financier, lancé au cours de l'exercice 2011/2012 continue de produire ses effets.

Il convient de noter qu'en raison de nouvelles normes comptables applicables, depuis le 1^{er} avril 2013, en matière d'avantages au personnel, une charge supplémentaire de 4 millions d'euros a été comptabilisée au titre des régimes à prestations définies pour les premiers semestres des deux exercices. De plus amples détails figurent à l'Annexe 4 en page 11.

Le nombre de collaborateurs de l'ensemble du Groupe a diminué, passant de 2 836 au 30 septembre 2012 à 2 776 au 30 septembre 2013.

Charges administratives

Au premier semestre 2013/2014, les charges administratives représentent 111 millions d'euros contre 106 millions d'euros pour la période concernée de l'exercice précédent. La hausse de 5 millions d'euros est liée à l'acquisition de HDF en juillet 2012 et à l'accroissement des frais juridiques, dont une provision au titre du règlement fiscal entre les autorités britanniques et suisses. Comme annoncé précédemment, plusieurs projets sont en cours afin de rationaliser les coûts des fonctions supports.

Coût du risque

Pour les six premiers mois de l'exercice 2013/2014, le coût du risque est quasiment nul comparé à une charge de 5 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent, résultant principalement des reprises sur les précédentes provisions.

Banque Privée Edmond de Rothschild

Une provision pour dépréciation complémentaire de 22 millions d'euros relative à la participation du Groupe de 8,4% du capital de Banque Privée Edmond de Rothschild a été constatée au premier semestre de l'exercice 2013/2014, reflétant une nouvelle baisse de sa valeur. La nature de cette provision est décrite plus en détail dans le rapport annuel de l'année 2012/2013.

Impôt sur les bénéfices

Au premier semestre 2013/2014, la charge d'impôt s'élève à 23 millions d'euros, répartis entre une charge d'impôt courant de 16 millions d'euros et une charge d'impôt différé de 7 millions d'euros, soit un taux d'imposition effectif de 66,3%. Ce dernier aurait été de 33% sans la dépréciation de la participation du Groupe dans BPER et sans l'incidence sur les actifs d'impôt différé de la réduction anticipée du taux d'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni (de 23% à 20%).

Participations ne donnant pas le contrôle

Au premier semestre de l'année 2013/2014, les charges correspondant aux participations ne donnant pas le contrôle ont atteint 24 millions d'euros contre 3 millions d'euros sur la même période l'année précédente. Cette évolution est en partie liée aux pertes générées sur la période antérieure à la réorganisation du Groupe de juin 2012 qui ont été attribuées aux précédents minoritaires.

Liquidités - Gestion des fonds propres

Le Groupe conserve un important volant de liquidités. Au 30 septembre 2013, les disponibilités placées auprès des banques centrales et des banques représentaient 56% de l'actif total, soit le même niveau qu'en mars 2013.

Les capitaux propres - part du Groupe sont passés de 1 225 millions d'euros au 31 mars 2013 à 1 160 millions d'euros au 30 septembre 2013. Cette baisse résulte principalement des dividendes (35 millions d'euros), des pertes actuarielles sur des régimes de retraite à prestations définies (20 millions d'euros) et de la perte de la période.

Ratio de solvabilité du Groupe

Le Groupe est régulé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») en tant que Compagnie Financière. Les ratios réglementaires sont transmis à l'ACPR sur base semestrielle, au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. A ces mêmes dates, le ratio de capital Tier 1 et le ratio de solvabilité global du Groupe étaient largement supérieurs aux ratios de solvabilité minimum imposés par Bâle II.

Les ratios les plus récents sont détaillés ci-dessous:

	31/03/2013	30/06/2013	30/09/2013	Minimum Bâle II
Ratio de capital Tier 1	19.7%	19.5%	18.4%	4%
Ratio de solvabilité global	25.9%	25.5%	24.4%	8%

Source: PO – données financières non auditées

Plan d'intéressement - ("*Equity scheme*")

Lors de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 26 septembre 2013, le Gérant de Paris Orléans a annoncé sa volonté de mettre en œuvre un Plan d'intéressement (« *Equity Scheme* ») au profit de cadres et de dirigeants clés de la société et de ses filiales, afin de promouvoir la convergence d'intérêts entre la famille Rothschild (actionnaires familiaux historiques), les actionnaires minoritaires et les participants à l'*Equity Scheme*.

L'*Equity Scheme* a été lancé le 11 octobre 2013. Les participants initiaux de l'*Equity Scheme* sont les collaborateurs seniors de l'activité de Conseil financier (*Global Financial Advisory*), ainsi que les membres du Comité Exécutif du Groupe (*Group Management Committee*), soit 57 personnes issues de 10 pays différents.

En vertu du règlement de l'*Equity Scheme*, il a été demandé aux participants de l'*Equity Scheme* d'investir dans des actions de Paris Orléans ; pour chaque action détenue, il leur est attribué quatre options de souscription ou d'achat d'actions. Les actions investies sont soumises à une période de conservation de quatre ans et les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées sont soumises à une période d'acquisition des droits avant exercice. Le montant total d'actions de Paris Orléans dans lesquelles les participants de l'*Equity Scheme* ont investi s'élève à 780 000 titres, représentant 1,1% du capital social de Paris Orléans au 11 octobre 2013. Les actions investies dans ce cadre, étaient toutes des actions existantes.

Le nombre total d'actions de Paris Orléans susceptibles d'être acquises ou émises après souscription dans le cadre de l'exercice des options attribuées, s'élève à 3 120 000 actions représentant, 4,1% du capital social de Paris Orléans au 11 octobre 2013. Les options de souscription ou d'achat d'actions sont exerçables par quart après une période d'acquisition des droits de trois ans, quatre ans, cinq ans et six ans à compter de leur date d'attribution et sont exerçables aux dates d'acquisition des droits au prix de 17,50€, 18,00€, 19,00€ et 20,00€ par option de souscription ou d'achat d'actions attribuée.

Le succès rencontré dans la mise en œuvre de l'*Equity Scheme* va renforcer la consolidation et l'unification du Groupe, sa culture et son positionnement compétitif tout en développant un sentiment d'appartenance et d'ambitions communes au sein du Groupe ; ce qui lui permettra d'être plus efficace et performant dans l'ensemble de ses activités.

Perspectives à moyen terme

Dans un contexte économique difficile et fragile, où le volume des fusions-acquisitions ne devrait pas progresser à très court terme, nous orientons nos efforts sur l'amélioration de la rentabilité, la maîtrise des coûts et la mise en œuvre des synergies entre nos trois secteurs d'activité.

Malgré les incertitudes économiques et l'évolution du cadre réglementaire, notamment dans l'activité Banque privée en Suisse, la stabilité et la pérennité de l'actionariat, la structure financière solide et la qualité des équipes du Groupe lui permettront de poursuivre le développement de ses activités. Nous restons confiants dans la capacité du Groupe à générer de meilleurs rendements pour les actionnaires sur le long terme.

Annexe 1: Progression trimestrielle des revenus

En millions d'euros		2012/2013	2013/2014
Conseil Financier (Global Financial Advisory)	1 ^{er} trimestre	136,9	141,6
	2 ^{ème} trimestre	171,6	158,0
	Cumul	308,5	299,6
Gestion d'actifs ¹	1 ^{er} trimestre	101,5	82,9
	2 ^{ème} trimestre	77,1	86,8
	Cumul	178,6	169,7
Autres ²	1 ^{er} trimestre	13,2	13,3
	2 ^{ème} trimestre	13,8	12,7
	Cumul	27,0	26,0
Retraitements statutaires	1 ^{er} trimestre	(5,8)	(2,3)
	2 ^{ème} trimestre	(3,9)	0,0
	Cumul	(9,7)	(2,3)
Total revenus du Groupe	1^{er} trimestre	245,8	235,5
	2^{ème} trimestre	258,6	257,5
	Cumul	504,4	493,0

¹ La Gestion d'actifs comprend la Banque privée et la Gestion d'actifs ainsi que le Capital investissement et dette privée

² Autres comprend le coût des fonctions centrales, les activités de financements, y compris les Financements Spécialisés, et autres

Annexe 2: Résultat net – part du Groupe ajusté

Afin de donner un reflet plus fidèle de la performance du Groupe, il convient de normaliser les résultats, ce qui implique deux ajustements. Le résultat net – part du Groupe ajusté pour le premier semestre de l'année 2013/2014 s'élève à 2 millions d'euros par rapport à 17 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent, représentant un bénéfice par action ajusté de 0,02 euros (0,24 euros pour les six premiers mois de l'année 2012/2013).

2013 / 2014

L'impact de la dépréciation complémentaire sur l'investissement de long terme dans la Banque Privée Edmond de Rothschild ("BPER") a été neutralisé sur le premier semestre 2013/2014.

<i>en millions d'euros</i>	2013/2014 1^{er} semestre	Ajustement : Neutralisation de la dépréciation BPER	2013/2014 1^{er} semestre après ajustement
Résultat d'exploitation	52	-	52
autres produits / charges	4	-	4
Dépréciation de BPER	(22)	22	-
Résultat avant impôt	34	22	56
Impôt sur les bénéficiaires	(23)	(2)	(25)
Résultat net consolidé	11	20	31
Participations ne donnant pas le contrôle	(24)	(5)	(29)
Résultat net - part du Groupe	(13)	15	2

2012 / 2013

La répartition des revenus entre la part du Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle a été recalculée comme si la réorganisation du Groupe, qui est intervenue le 8 juin 2012, avait eu lieu le 1^{er} avril 2012.

<i>en millions d'euros</i>	2012/2013 1^{er} semestre tel que retraité	Ajustement pro forma : Participations ne donnant pas le contrôle comme si la réorganisation du Groupe avait eu lieu le 01/04/2012	2012/2013 1^{er} semestre tel que retraité et après ajustements
Résultat d'exploitation	43	-	43
autres produits / charges	8	-	8
Dépréciation de BPER	-	-	-
Résultat avant impôt	51	-	51
Impôt sur les bénéficiaires	(15)	-	(15)
Résultat net consolidé	36	-	36
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(16)	(19)
Résultat net - part du Groupe	33	(16)	17

Annexe 3 : Notes relatives à l'information financière du 1^{er} semestre 2013/2014

1. Conformément à la nouvelle présentation des informations sectorielles présentées dans les comptes consolidés de l'exercice 2012/2013 de Paris Orléans, les revenus du Groupe par métier ont été modifiés pour mieux refléter ces différents métiers (la modification concerne les données 2012/2013 et 2013/2014).
2. Les retraitements statutaires sur les revenus représentent essentiellement la réallocation du coût du risque compensée par divers ajustements pour appliquer les normes IFRS. L'information sectorielle a été réalisée à partir de données utilisées en interne.
3. Les revenus excluent désormais les dividendes reçus de la Banque Privée Edmond de Rothschild SA, conformément au traitement adopté dans les comptes consolidés de l'exercice 2012/2013 de Paris Orléans. Les chiffres du premier trimestre 2012/2013 ont été modifiés en conséquence.

Annexe 4 : Modifications des normes comptables applicables depuis le 1^{er} avril 2013

La révision de la norme comptable internationale IAS 19 « Avantages du personnel » impose des changements dans la comptabilisation et l'évaluation des charges sur les régimes à prestations définies.

La modification la plus significative pour le Groupe est l'augmentation des charges nettes liées aux pensions au compte de résultat, résultant de la prise en compte de la différence entre les produits attendus des placements des actifs et le rendement calculé en prenant en compte le taux d'actualisation prévu par l'IAS 19.

Du fait de ces changements, le compte de résultat de l'exercice clos le 31 mars 2013 a été retraité, et la charge du précédent exercice au titre des régimes à prestations définies est désormais majorée de 8,1 millions d'euros. Le résultat net – part du Groupe du précédent exercice a été réduit de 5,7 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2012/2013, conformément à l'IAS 19 (révisée), le compte de résultat a également été retraité afin de refléter une charge de retraite supplémentaire (du précédent exercice) de 4 millions d'euros. L'incidence sur le compte de résultat du premier semestre 2013/2014 est similaire.

Enfin, suite à leur adoption de l'IAS 19 (révisée), les actuaires suisses du Groupe ont établi des hypothèses de mortalité plus prudentes. Il en résulte, en Suisse, une augmentation d'environ 4% (soit 7 millions d'euros) de l'obligation due au titre des régimes de retraite à prestations définies. Les données comparatives du bilan ont été révisées afin de traduire ce changement par une diminution des capitaux propres (de 4 millions d'euros).

À propos de Paris Orléans, société de tête de Rothschild

Paris Orléans est centré sur les métiers suivants :

- le Conseil financier (Global Financial Advisory) regroupe les activités de conseil en fusions et acquisitions, conseil en financement et en restructuration de dette et de conseil sur les opérations de marchés de capitaux ;
- la Banque privée et la gestion d'actifs (Wealth and Asset Management) intègrent également les activités de gestion institutionnelle et de fiducie ;
- le Capital investissement (Merchant Banking) regroupe les activités de capital investissement pour compte de tiers et pour compte propre.

Paris Orléans SCA est une société en commandite par actions de droit français, au capital de 141.806.058 €, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 302 519 228. Siège social : 23 bis avenue de Messine, 75008 Paris, France. Paris Orléans est cotée sur le NYSE Euronext à Paris, Compartiment A – Code ISIN : FR0000031684.

Pour toute information, contacter :

Paris Orléans

23 bis, avenue de Messine
75008 Paris
Internet : www.paris-orleans.com

Relations investisseurs :

Marie-Laure Becquart
mlb@paris-orleans.com
Tél. : +33 (0)1 53 77 65 10

Relations avec la presse et les médias

– France

DGM Conseil - + 33 1 40 70 11 89
Olivier Labesse - labesse@dgm-conseil.fr
Michel Calzaroni - m.calza@dgm-conseil.fr

Relations avec la presse et les médias

– Royaume Uni

Smithfield - +44 (0)20 7360 4900
John Kiely - jkiely@smithfieldgroup.com
Alex Simmons - asimmons@smithfieldgroup.com

Calendrier financier

- 14 février 2014 après la clôture du marché
- 25 juin 2014 après la clôture du marché

Informations financières du 3^e trimestre de l'exercice 2013/2014

Résultats de l'exercice 2013/2014